

Brochure n° 3131

Convention collective nationale

IDCC : 1404. – **ENTREPRISES DE COMMERCE, DE LOCATION
ET DE RÉPARATION DE TRACTEURS,
MACHINES ET MATÉRIELS AGRICOLES,
DE MATÉRIELS DE TRAVAUX PUBLICS,
DE BÂTIMENT ET DE MANUTENTION,
DE MATÉRIELS DE MOTOCULTURE DE PLAISANCE,
DE JARDINS ET D'ESPACES VERTS**

AVENANT DU 8 FÉVRIER 2013
MODIFIANT L'ARTICLE 26 DES CONDITIONS GÉNÉRALES
DE LA CONVENTION
NOR : ASET1350425M
IDCC : 1404

Vu la convention collective du 30 octobre 1969 modifiée, des entreprises de commerce, de location et de réparation de tracteurs, machines et matériels agricoles, de matériels de travaux publics, de bâtiment et de manutention, de matériels de motoculture de plaisance, de jardins et d'espaces verts révisée par avenant du 23 avril 2012 non étendu à ce jour par les services du ministère en charge du travail ;

Vu l'avenant modifié du 16 décembre 2010 relatif à la classification des emplois et notamment son article 1^{er} du I « Méthode de classification » ;

Vu l'article 1^{er} et l'article 11.3 de l'avenant du 24 janvier 2012 portant révision de certains articles de la convention collective qui se réfèrent à l'ancienne classification conventionnelle des emplois ;

Vu la décision de la commission administrative de l'AGIRC du 27 septembre 2012 ;

Considérant que deux erreurs affectent cet article, relevant le positionnement des employés et diminuant celui des agents de maîtrise contrevenant à ce qui est indiqué dans l'article 1^{er} du I « Méthode de classification » de l'avenant du 16 décembre 2010 relatif à la classification conventionnelle des emplois ;

Considérant que l'objectif de lisibilité implique la mise à jour de ces références, les signataires du présent avenant conviennent des clauses suivantes :

Article 1^{er}

L'alinéa 3 de l'article 1^{er} de l'avenant du 24 janvier 2012 est modifié comme suit :

« En application de l'article 36 de l'annexe I de ladite convention, les entreprises peuvent demander l'extension du régime complémentaire au bénéfice des salariés suivants :

- employés : niveau III de la classification conventionnelle des emplois prévue par l'avenant du 16 décembre 2010 (coefficients A70 et A80) ;

- techniciens et agents de maîtrise : niveaux IV et V de la classification conventionnelle des emplois prévue par l’avenant du 16 décembre 2010 (coefficients B10 à B60). »

Article 2

Dispositions transitoires

Article 2.1

Champ d’application

Le champ d’application professionnel, personnel et géographique du présent avenant est celui prévu par l’article 1^{er} du chapitre I^{er} de la convention collective nationale.

Article 2.2

Entrée en vigueur et durée

Compte tenu de leur complémentarité, les clauses du présent avenant entrent en vigueur à la date à laquelle prennent effet les clauses de l’avenant du 16 décembre 2010 relatif à la classification conventionnelle des emplois étendu par arrêté d’extension du 9 janvier 2012 (*JORF* du 15 janvier 2012).

Les clauses de l’article 1^{er} du présent avenant sont appelées à être abrogées à la date de publication de l’arrêté d’extension de l’avenant portant révision de la convention collective nationale.

Dans le cas où ce dernier avenant ne serait pas conclu ou étendu, les clauses de l’article 1^{er} du présent avenant continuent de s’appliquer.

Article 2.3

Références à l’avenant dans la convention collective

Toutes les références à : « l’avenant du 24 janvier 2012 portant révision de certains articles de la convention collective qui se réfèrent à l’ancienne classification conventionnelle des emplois » de l’avenant du 23 avril 2012 portant révision de la convention collective du 30 octobre 1969 modifiée sont remplacées par la référence à : « l’avenant modifié du 24 janvier 2012 portant révision de certains articles de la convention collective qui se réfèrent à l’ancienne classification conventionnelle des emplois ».

Article 3

Dispositions finales

Le présent avenant a un caractère impératif.

Il est conclu conformément aux dispositions législatives et réglementaires du code du travail relatives à la nature et à la validité des conventions et accords collectifs. Dans les conditions prévues par ces mêmes dispositions, le présent avenant a été fait en un nombre suffisant d’exemplaires pour être notifié à chacune des organisations représentatives.

Le présent avenant est déposé au ministère du travail ainsi qu’au secrétariat-greffe du conseil des prud’hommes de Paris.

Les parties signataires demandent l’extension la plus rapide possible du présent avenant au ministre en charge du travail.

Fait à Paris, le 8 février 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SEDIMA ;

DLR ;

SMJ ;
FNAR.

Syndicats de salariés :

CSNVA ;
FGMM CFDT ;
FNSM CFTC ;
FCM FO.